

Les tourments du passé...

Par [JFB](#) le mar 10/04/2012 - 03:02

Débat sur la liste des espions



Le 13 mars dernier, le parti LMP (Faire de la

politique autrement) a pris l'initiative d'organiser une journée de débat parlementaire sur les anciens services de sûreté de l'Etat, mais aussi sur la liste des espions. Les avis sont mitigés...

Selon le député du LMP András Schiffer, le débat porterait sur les questions morales et les injustices subies par la démocratie hongroise dès le changement de régime. "Depuis que nous avons décidé de révéler notre passé, il y a plus de 20 ans, nous n'avons cessé de créer des mythes. Nous faisons référence soit à des secrets militaires, soit à des droits de la personne, soit à des dossiers supprimés. Il faut bien en finir un jour avec ce jeu" a-t-il enchaîné. D'après M. Schiffer, cette journée donnerait la possibilité de distinguer deux types de situations : Celles administratives, qui permettent la diffusion des dossiers au nom du respect des droits de la personne; et celles plus personnelles, qui consistent pour les individus ayant accepté de rendre service au pouvoir central, et d'assumer leur responsabilité". Il est hautement important de révéler qui, parmi les membres des partis impliqués dans le changement de régime, étaient employés par les services de la sûreté de l'Etat, quels anciens agents ont participé au changement économique et quels agents sont devenus par la suite membres de l'élite culturelle"

a ajouté András Schiffer.

Le 20 mars dernier, M. Schiffer a annoncé que le parti avait réussi à rassembler le nombre de signatures suffisant afin d'organiser le débat parlementaire. La demande a été soutenue par les députés du LMP, du Jobbik, du MSZP, trois députés indépendants et le député du Fidesz Béla Turi-Kovács. Entre-temps, les événements en cours ont changé la donne car, selon M. Schiffer, le Fidesz n'a aucune intention d'adopter une loi relative à la divulgation des dossiers secrets.

De son côté, la présidence du Fidesz propose la mise en place d'un Comité pour la mémoire nationale. Composé d'experts, il devra se charger d'identifier les dirigeants du régime communiste et leur responsabilité ainsi que de déterminer le rôle qu'ils peuvent jouer dans la vie publique. Ce comité aura également le droit de révéler le fonctionnement de l'ancien ministère de l'Intérieur et de traiter les dossiers secrets.

Le chef de file du groupe parlementaire Fidesz, János Lázár a souligné que son parti largement impliqué dans le changement de régime ne veut rien cacher aux électeurs et souhaite leur assurer la transparence la plus large possible. Or, certaines sources liées aux partis du gouvernement ont confirmé au portail origo.hu que la création de ce comité n'est autre qu'une manœuvre de communication en vue de reprendre l'initiative du LMP et de gagner du temps pour élaborer une stratégie. A suivre.

Máté Kovács

•
Catégorie

Agenda Culturel